

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iii
Notices biographiques	v

Chapitre 1

INTRODUCTION

Par M^e Hugues Langlais et M^e Hélène Mayrand

I. INTRODUCTION	1
II. HISTORIQUE DE L'IMMIGRATION AU CANADA	1
A. Avant la Confédération	2
B. De 1867 à 1900	2
C. De 1901 à la Seconde Guerre mondiale (1939)	4
D. De la Seconde Guerre mondiale aux années 70	7
III. PARTAGE DES COMPÉTENCES	12
IV. BRÈVE INTRODUCTION DES SOURCES LÉGISLATIVES	13
A. <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> et son règlement	14
1. Norme de preuve	15
2. Commission de l'immigration et du statut de réfugié	16
B. <i>Loi sur l'immigration au Québec</i>	16
1. Norme de preuve	17
C. <i>Loi sur la citoyenneté</i>	17
D. <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	18

V. REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ	19
A. Au fédéral.....	19
B. Au Québec	20
C. Infractions et peines	20
VI. PRÉSENTATION DES CHAPITRES DE L'OUVRAGE	21

Chapitre 2

RÉSIDENCE TEMPORAIRE

Par M^e Hugues Langlais

I. INTRODUCTION.....	23
II. CONDITIONS GÉNÉRALES	24
III. VISITEURS.....	25
IV. ÉTUDIANTS ÉTRANGERS	25
A. Conditions générales.....	25
B. Étudiants internationaux au Québec	26
1. Le certificat d'acceptation du Québec	26
2. Conditions d'admissibilité.....	27
3. Renouvellement du CAQ	27
C. Travail durant les études	28
D. Travail en fin d'études.....	28
E. Demande de résidence en fin d'études.....	29
V. TRAVAILLEURS TEMPORAIRES	29
A. Programme des travailleurs étrangers temporaires	30
1. Responsabilité pénale de l'employeur.....	30
2. Exigences propres à l'employeur	30
3. Exigences propres au travailleur	31
B. Exceptions aux exigences de base du permis de travail	32
1. Travail sans permis de travail.....	32
2. Programme de mobilité internationale	32
a) Mutations à l'intérieur de l'entreprise.....	33
b) Programme d'emplois réciproques	34
c) Francophones recrutés pour travailler hors Québec.....	34

<i>d) Accords internationaux de coopération en matière de main-d'œuvre</i>	35
(i) ALÉNA.....	35
(ii) Accords Canada-Chili, Canada-Pérou et Canada-Colombie	35
(iii) Accord de l'OMC ou Accord général sur le commerce des services («AGCS»)	35
C. Durée du permis de travail accordé	36
VI. CONSIDÉRATIONS COMMUNES AUX VISITEURS, ÉTUDIANTS ET TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.....	37
A. Statut implicite.....	37
B. Statut implicite et départ du Canada	38
C. Rétablissement de statut.....	38
D. Permis de séjour temporaire.....	39
1. Objet du permis	40
2. Émission et validité d'un permis de séjour temporaire	40
3. Facteurs à considérer pour l'émission et la prolongation	41
4. Délais d'attente pour certains étrangers	42

Chapitre 3

RÉSIDENCE PERMANENTE

Par M^e Hugues Langlais, M^e Carole Fiore,
M^e Sara Goessaert et M^e Diane Petit

I. INTRODUCTION.....	43
II. RÈGLES APPLICABLES POUR TOUTES LES CATÉGORIES DE RÉSIDENTS PERMANENTS	44
A. Procédure	44
1. Forme de la demande.....	44
2. Demande.....	45
3. Fausses déclarations et rejet de la demande	45
4. Contrôle sanitaire et sécuritaire	46
5. Date déterminante.....	47
6. Intention de s'établir.....	47
7. Frais de traitement et de résidence	48
8. Entrée au Canada.....	48

III. REGROUPEMENT FAMILIAL	49
A. Parrainage	49
B. Qui peut parrainer?	49
1. Qualité de répondant.....	49
a) <i>Répondant ne résidant pas au Canada</i>	50
b) <i>Interdiction de parrainage pour une période de cinq ans</i>	50
2. Exigences concernant le répondant	51
3. Exigences de l'engagement au Québec	52
a) <i>Obligations qui découlent de l'engagement</i>	53
b) <i>Durée de l'engagement</i>	53
C. Qui peut être parrainé?	54
1. Époux.....	55
a) <i>Validité des divorces</i>	55
2. Conjoint de fait	57
3. Partenaire conjugal	58
4. Enfant à charge	59
5. Sœurs et frères, neveux et nièces, petits-fils et petites-filles orphelins.....	60
6. Enfants adoptés.....	60
7. Répondant et dernier membre de la famille au Canada.....	61
8. Catégorie des époux ou conjoints de fait au Canada	62
D. Exclusions	63
1. Âge	63
2. Engagement antérieur.....	63
3. Relation exclusive	64
4. Mariage par procuration	64
5. Absence d'un contrôle.....	65
E. Procédures de parrainage	65
IV. IMMIGRATION ÉCONOMIQUE.....	66
A. Travailleurs qualifiés.....	67
1. Travailleurs qualifiés fédéraux – Entrée Express	68
a) <i>Évaluation selon les catégories réglementaires</i>	68
b) <i>Évaluation selon le système de classement global</i>	69
c) <i>Demande de résidence permanente</i>	73

2. Candidats provinciaux	73
3. Travailleurs qualifiés du Québec	74
a) <i>Programme d'expérience québécoise</i>	75
b) <i>Travailleurs qualifiés sélectionnés par le Québec – Programme régulier</i>	76
B. Aides familiaux	77
C. Gens d'affaires	78
1. Entrepreneurs fédéraux – Projet pilote pour démarrage d'entreprise	79
2. Entrepreneurs Québec	80
3. Investisseurs fédéraux – Projet pilote des immigrants investisseurs en capital de risque	81
4. Investisseurs du Québec	81
5. Travailleurs autonomes fédéraux	82
6. Travailleurs autonomes du Québec	82
V. MOTIFS HUMANITAIRES	83
A. Généralités	83
B. « Deux étapes »	85
C. Restrictions	86
D. Autres recours possibles	86
E. Formulaire requis et frais à payer à IRCC	87
F. Étape 1 : les soumissions écrites au soutien de la demande	87
1. Établissement des faits	87
2. Argumentation	88
a) <i>Fardeau de preuve</i>	88
b) <i>Évaluation des difficultés</i>	88
c) <i>Évaluation des facteurs par IRCC</i>	89
(i) Degré d'établissement au Canada	90
(ii) Famille au Canada ou à l'étranger	91
(iii) Enfant	91
G. Demande d'exemption (interdiction de territoire ou obligation découlant de la Loi ou du Règlement) (par. 11(1) <i>LIPR</i> , art. 68, 69(2) et 72 <i>RIPR</i>)	94
H. Étape 2 : étude de la demande	95

VI. OBTENTION ET PERTE DU STATUT DE RÉSIDENT PERMANENT.....	96
A. Perte du statut de résident permanent	97
B. Obligation de résidence.....	98

Chapitre 4

RÉFUGIÉS ET PERSONNES À PROTÉGER

Par M^e Joseph Allen

I. INTRODUCTION.....	101
II. DÉFINITIONS	101
A. Fondement légal des notions de réfugié et de personne à protéger	101
B. Réfugié.....	103
1. Craint «avec raison d'être persécutée».....	103
2. «du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques»	107
a) <i>Sa race</i>	108
b) <i>Sa nationalité</i>	108
c) <i>Sa religion</i>	108
d) <i>Ses opinions politiques</i>	109
e) <i>Son appartenance à un groupe social</i>	110
3. «soit se trouve hors de tout pays dont elle a la nationalité».....	111
4. «et <u>ne peut</u> ou, du fait de cette crainte, <u>ne veut</u> se réclamer de la protection de chacun de ces pays»	112
5. «soit, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ni, du fait de cette crainte, ne veut y retourner»	113
C. Personne à protéger.....	114
D. Exclusion de la protection.....	116
III. OÙ ET COMMENT FAIRE LA DEMANDE DE PROTECTION.....	117
A. La demande faite de l'extérieur du Canada	117
B. La demande faite de l'intérieur du Canada	117

C. Recevabilité et déferé de la demande.....	119
IV. PERTE D'ASILE	121
V. ANNULATION DE L'ASILE.....	122
VI. EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI.....	122

Chapitre 5

INTERDICTIONS DE TERRITOIRE

Par M^e Stephen James Fogarty

I. INTRODUCTION.....	125
II. CONTRÔLE DE L'ADMISSION.....	126
A. Ministères responsables	126
B. Personnes visées.....	127
C. Lieu de contrôle	127
1. Contrôle de l'admissibilité à l'extérieur du Canada	128
a) <i>Pouvoirs et importance des agents des visas</i>	128
b) <i>Équité procédurale et comment répondre à la « lettre d'équité »</i>	128
2. Contrôle d'admissibilité aux points d'entrée.....	129
a) <i>Lieu des PDE et devoir de se présenter</i>	129
b) <i>Qui a le droit d'entrer au Canada?</i>	129
c) <i>Pouvoirs généraux des agents frontaliers</i>	130
d) <i>Droit à la vie privée</i>	132
3. Contrôle d'admissibilité à l'intérieur du Canada.....	133
III. INTERDICTIONS DE TERRITOIRE	134
A. Article 33 – Interprétation.....	134
B. Article 34 – Sécurité	135
C. Article 35 – Atteinte aux droits humains ou internationaux	136
D. Article 36 – Grande criminalité et criminalité	136
1. Par. 36(1) – Grande criminalité	137
2. Par. 36(2) – Criminalité	139
3. Al. 36(2)d) – Crime transfrontalier	139
4. Application de l'article 36	139

E. Article 37 – Activités de criminalité organisée.....	140
F. Article 38 – Motifs sanitaires.....	142
G. Article 39 – Motifs financiers	143
H. Article 40 – Fausses déclarations.....	144
I. Article 40.1 – Perte d’asile.....	145
J. Article 41 – Manquement à la loi	145
K. Article 42 – Inadmissibilité familiale	146
L. Article 42.1 – Exception — demande au Ministre	146
M. Autres moyens pour outrepasser les interdictions de territoire.....	147

Chapitre 6

DÉTENTION ET RENVOI

Par M^e Hugues Langlais

I. INTRODUCTION.....	149
II. POUVOIRS DE L’AGENT D’IMMIGRATION	149
A. Mise en détention.....	149
B. Mesure de renvoi.....	152
III. SECTION DE L’IMMIGRATION DE LA COMMISSION DE L’IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ.....	152
A. Mandat et procédure	152
B. Détention.....	154
C. Début de la détention	154
D. Motifs de détention	155
1. Identité.....	155
2. Sécurité.....	156
E. Contrôle de la détention	157
1. Procédure ordinaire	159
2. Étrangers désignés.....	159
F. Cautionnements.....	159
G. Détention des mineurs.....	161
H. Arrestation et détention.....	162
I. Détention et <i>Charte canadienne des droits et libertés</i>	162

IV. RENVOI.....	163
A. Types de mesure de renvoi.....	163
1. Interdiction de séjour.....	163
a) <i>Motifs</i>	164
b) <i>Effets</i>	164
2. Exclusion.....	165
a) <i>Motifs</i>	165
b) <i>Effets</i>	166
3. Expulsion.....	167
a) <i>Motifs</i>	167
b) <i>Effets</i>	168
B. Exécution	168
C. Appel et contrôle judiciaire.....	172
D. Renvoi et <i>Charte canadienne</i>	173

Chapitre 7

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Par M^e Jacques Beauchemin et M^e Jean-François Bertrand

I. INTRODUCTION.....	175
II. COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉS DU CANADA.....	175
A. Structure de la CISR et pouvoirs du président.....	175
1. Composition	175
2. Pouvoirs du président	176
B. Section de l'immigration.....	176
1. Composition	176
2. Pouvoirs.....	177
a) <i>Contrôle des motifs de détention</i>	177
b) <i>Interdictions de territoire</i>	177
3. Fonctionnement.....	178
C. Section d'appel de l'immigration.....	178
1. Composition	178
2. Fonctionnement.....	179
3. Motifs d'appel	179
a) <i>Appel en matière de parrainage</i>	179

b) <i>Appel d'une mesure de renvoi</i>	179
c) <i>Appel en manière d'obligation de résidence</i>	179
d) <i>Appel du ministre</i>	179
4. Restrictions au droit d'appel devant la SAI	179
5. Décisions possibles	180
6. Réouverture de l'appel	181
D. Section de la protection des réfugiés	182
1. Composition	182
2. Fonctionnement	182
3. Décisions possibles	182
4. Sursis de l'étude de la demande d'asile	183
E. Section d'appel des réfugiés	183
1. Composition	183
2. Fonctionnement	183
3. Décisions possibles	184
III. RECOURS EN COUR FÉDÉRALE	185
A. Recours disponibles	185
B. Délai	185
1. Immigration	185
2. Citoyenneté	185
3. Prorogation de délai	186
C. Procédure	186
1. Demande d'autorisation	186
a) <i>Par. 5(1)a) RI: le nom des parties</i>	187
b) <i>Par. 5(1)e) et f) RI: le redressement recherché et les motifs de la demande</i>	187
2. Comparution	187
3. Dossier du demandeur	188
a) <i>Par. 10(2)d) RI: affidavit</i>	188
b) <i>Par. 10(2)e) RI: mémoire</i>	188
4. Dossier du défendeur	189
5. Réplique	189
6. Ordonnance et suivi	189
D. En cas d'ouverture du contrôle judiciaire	190
1. Décisions de la SPR	190

2. Décisions de la SI concernant la révision de la détention	190
3. Agents de visas à l'étranger.....	191
4. Agents d'immigration au Canada.....	191
5. <i>Mandamus</i>	191
6. Sursis	192
E. Norme de contrôle.....	192
F. Décisions possibles	194
G. Certification d'une question.....	194
H. Reconsidération de la décision.....	195
IV. APPEL EN COUR D'APPEL FÉDÉRALE.....	196
A. Question certifiée par la Cour fédérale	196
B. Procédure et délai.....	196
C. Norme de contrôle.....	196
D. Décisions possibles	197
V. CONTRÔLE JUDICIAIRE AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET EN COUR SUPÉRIEURE.....	197
A. Avant-propos : reconsidération et révision administrative.....	197
1. Reconsidération	197
2. Révision administrative	198
a) <i>Base du recours</i>	198
b) <i>Refus et rejet : distinctions</i>	198
c) <i>Procédure</i>	200
d) <i>Délai</i>	200
e) <i>Admissibilité de la nouvelle preuve</i>	201
B. Tribunal administratif du Québec	201
1. Disposition législative applicable.....	201
2. Procédure.....	202
3. Délai	202
4. Admissibilité de la nouvelle preuve	203
5. Décisions possibles.....	203
C. Cour supérieure du Québec.....	203
1. Disposition législative applicable.....	203
2. Procédure.....	204
3. Délai	204

4. Norme de preuve	204
5. Décisions possibles	205
VI. COUR D'APPEL DU QUÉBEC	205
A. Base du recours	205
B. Procédure	205
C. Délai	205
D. Décisions possibles	206
VII. APPEL À LA COUR SUPRÊME DU CANADA	206
A. Autorisation	206
B. Procédure	207
C. Délai	207
D. Norme de contrôle	207
E. Décisions possibles	208

Chapitre 8

LE DROIT INTERNATIONAL DANS LE DOMAINE DE L'IMMIGRATION ET DE LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Par M^e Alain Vallières

I. INTRODUCTION	209
II. UTILISATION DES NORMES INTERNATIONALES POUR L'INTERPRÉTATION DE LA <i>LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS</i>	213
A. Article 3 <i>LIPR</i>	216
B. Utilisation du droit international pour l'interprétation des articles de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> intégrant des règles exogènes	220
C. Utilisation des règles de droit international pour l'interprétation des articles de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> harmonisant le droit interne avec les règles exogènes	223
III. UTILISATION DES MÉCANISMES INTERNATIONAUX POUR CORRIGER LES MANQUES CANADIENS	227
A. Entrée des étrangers sur le territoire canadien	229

B. Détention des étrangers.....	230
C. Procédures visant les étrangers.....	231
D. Destination de l'étranger éloigné.....	234
E. Protection des droits de la famille.....	237
IV. CONCLUSION.....	239

Chapitre 9

CITOYENNETÉ CANADIENNE

Par M^e Hélène Mayrand

I. INTRODUCTION.....	241
II. OBTENTION DE LA CITOYENNETÉ.....	243
A. Citoyenneté par acquisition de plein droit.....	243
1. Personnes nées au Canada (<i>jus soli</i>).....	244
2. Personnes nées à l'étranger d'un parent canadien (<i>jus sanguinis</i>).....	245
3. Personnes adoptées.....	246
4. Canadiens dépossédés par l'acquisition d'une nouvelle citoyenneté.....	247
B. Citoyenneté par attribution.....	247
1. Conditions d'attribution.....	248
a) <i>Résidence permanente</i>	248
b) <i>Intention</i>	249
c) <i>Déclarations de revenus</i>	249
d) <i>Connaissance des langues officielles</i>	250
e) <i>Connaissance des responsabilités et avantages de la citoyenneté</i>	250
f) <i>Serment</i>	251
g) <i>Cas des mineurs</i>	251
h) <i>Détresse et apatridie</i>	252
2. Réintégration.....	252
3. Personnes empêchées de devenir citoyennes.....	252
III. PROCÉDURE.....	253
IV. DROITS ET OBLIGATIONS DE LA CITOYENNETÉ.....	255

V. PERTE DE CITOYENNETÉ	256
A. Répudiation	256
B. Révocation	257
C. Conséquences de la perte de la citoyenneté	260
VI. CONTRÔLE JUDICIAIRE	260
Bibliographie générale	263